

Décision individuelle portant autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes

n°2026 - 0211

du 22 JUIL. 2026

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du Code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 10 juillet 2025 n°20250109 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2025-2026, et notamment son article 2,

Vu la demande de M. Henri COMMANDRE, exploitant agricole dans le cœur du Parc national des Cévennes sur la commune de Pont de Montvert, justifiant des dégâts de sangliers et sollicitant la mise en œuvre de tirs d'élimination, en date du 05 Mai 2026,

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation 2026-0165 de M. Henri COMMANDRE, exploitant agricole dans le cœur du Parc national des Cévennes sur la commune de Pont de Montvert, justifiant des dégâts de sangliers et sollicitant la mise en œuvre de tirs d'élimination, en date du 22 juillet 2026,

Vu le constat réalisé par Alex CHANTELOUP, chargé de mission Chasse du Parc national des Cévennes en date du 05 Mai 2025,

Vu l'avis favorable d'André THEROND, président de l'association cynégétique du Parc national des Cévennes et de la Fédération départementale des chasseurs de la Lozère, en date du 05 mai 2025,

Considérant l'apparition des dégâts commis par l'espèce Sanglier sur les parcelles de l'exploitation,

Considérant que l'élimination par tir des animaux responsables des préjudices peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état et/ou d'ensemencement,

DÉCIDE

Article 1 :

Messieurs Max FOLCHER, Louis VIVENS, Alain ROUVIERE et Rémy ROUVIERE, autorisés à chasser dans le cœur du Parc national des Cévennes et détenteurs d'un permis de chasser, visé et validé au titre de la campagne en vigueur, sont **autorisés à organiser des tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies à l'article 2.**

Article 2 :

- Nature des opérations : **Tirs d'élimination de sangliers uniquement, mis en œuvre de manière strictement individuelle par les techniques d'approche et/ou d'affût**
- Localisation : **Lozère / commune : Pont de Montvert / lieux-dits : le Villaret et Grizac / à proximité des parcelles exploitées par le pétitionnaire, exclusivement dans le cœur du Parc national des Cévennes**
- Horaire : **De jour uniquement, de 1 heure avant le lever du jour à 1 heure après le coucher du soleil (heure légale définie au chef-lieu d'arrondissement de Florac)**

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- Les animaux abattus dans le cadre du présent arrêté deviennent propriété du tireur.
- Le cas échéant, le tireur assure le traitement et/ou l'évacuation des animaux abattus selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé par la présente décision du risque de trichine pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou consommée.
- En fin d'opération, le tireur adresse obligatoirement un compte-rendu détaillé au pôle Forêt-Chasse de l'établissement public du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

Article 3 :

La présente décision est valable 1 mois à compter de sa date de signature.

Article 4 :

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Cévennes

Vincent CLIGNIEZ



La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - Pétitionnaire
 - DDT 48
 - OFB SD48
 - FDC 48
 - AC PNC
 - EP PNC : massif Mont-Lozère
 - Dossier n°2026-3422



Parc national des Cévennes